

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Empire-Etasunien-s-auto-detruit-mais-personne-ne-pensait-que-ca-arriverait-si-vite>

L'Empire Etasunien s'auto-détruit, mais personne ne pensait que ça arriverait si vite

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -
Date de mise en ligne : dimanche 13 mars 2022

Description :

L'Empire Etasunien s'auto-détruit, mais personne ne pensait que ça arriverait si vite. Mais l'instabilité qui en résulte a pour effet de faire passer les États-Unis pour une menace aussi grande [ou pire] que la Russie (...) Michael Hudson

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Souvent, les empires suivent le cours d'une tragédie grecque, provoquant précisément le destin qu'ils cherchaient à éviter. C'est certainement le cas de l'empire étasunien, qui se démantèle dans un mouvement en *slow-motion*, mais pas si slow qu'on pourrait le penser.

L'hypothèse de base des prévisions économiques et diplomatiques, c'est que chaque pays agit en fonction de son propre intérêt. Mais un tel raisonnement n'est d'aucune utilité dans le monde actuel. Ainsi, les observateurs de tout l'éventail politique utilisent des expressions telles que « *se tirer une balle dans le pied* » pour décrire la confrontation diplomatique des États-Unis avec la Russie et leurs alliés.

Pendant plus d'une génération, les diplomates étasuniens les plus éminents ont tiré la sonnette d'alarme sur ce qu'ils pensaient être la menace extérieure ultime, à savoir une alliance entre la Russie et la Chine qui dominerait l'Eurasie. Or, les sanctions économiques et la confrontation militaire imposées par les États-Unis d'Amérique ont rapproché ces deux pays et en poussent d'autres dans leur naissante orbite eurasiennne.

La puissance économique et financière américaine était censée empêcher la réalisation de ce destin. [En 1971, les États-Unis ont mis fin aux [Accords de Bretton Woods](#) qui garantissait la convertibilité du dollar en or]. Au cours du demi-siècle qui a suivi la disparition de l'or, les banques centrales du monde ont fonctionné à partir de l'étalon dollar. Elles détenaient ainsi leurs réserves monétaires internationales sous forme de titres du Trésor US, de dépôts bancaires US et d'actions ou obligations US. Le standard établi à partir des bons du Trésor a permis aux États-Unis de financer ses dépenses militaires à l'étranger, mais aussi de prendre le contrôle des investissements dans d'autres pays simplement en créant des reconnaissances de dettes en dollars. Pour les États-Unis, les déficits de la balance des paiements terminent donc sous forme de réserves dans les banques centrales des pays en excédent de paiements. Les débiteurs du Sud, eux, ont besoin de dollars pour payer leurs obligataires et commercer avec l'extérieur.

Ce privilège monétaire - le seigneurage du dollar - a permis à la diplomatie américaine d'imposer des politiques néolibérales au reste du monde, sans devoir trop recourir à la force militaire, sauf pour s'emparer du pétrole du Proche-Orient.

La récente escalade des sanctions américaines a bloqué le commerce et les investissements de l'Europe, de l'Asie et d'autres pays avec la Russie, l'Iran et la Chine. Pour les alliés des États-Unis, l'impact a été énorme sur les coûts d'opportunité - les coûts des opportunités manquées. De plus, le gouvernement US a récemment confisqué l'or et les réserves étrangères du Venezuela, de l'Afghanistan et maintenant de la Russie [L'or de la Libye a aussi disparu après que l'Otan a renversé Mouammar Kadhafi en 2011]. Il a également saisi de manière ciblée les comptes bancaires de riches étrangers - sans doute dans l'espoir de gagner leur cœur et leur esprit, tout en récupérant l'argent de leurs comptes séquestrés. Tout cela a mis fin à l'idée que les avoirs en dollars, ou ceux en livres sterling ou en euros dans les satellites de l'Otan, sont un refuge d'investissement sûr lorsque les conditions économiques mondiales deviennent chancelantes.

Je suis donc quelque peu désabusé par la vitesse à laquelle ce système financier centré sur les États-Unis s'est dédollarisé en l'espace d'un an ou deux. Dans mon livre « *Super Imperialism* », le thème principal portait sur la façon dont, au cours des cinquante dernières années, l'étalon des bons du Trésor US avait canalisé l'épargne étrangère vers les marchés financiers et les banques américaines, permettant ainsi à la Diplomatie du Dollar de s'en sortir. Je pensais que la dédollarisation serait menée par la Chine et la Russie pour qu'elles prennent le contrôle de leurs économies et ainsi éviter le type de polarisation financière qui débouche sur des politiques d'austérité aux États-Unis

[1]. Mais ce sont les autorités US elles-mêmes qui poussent les Russes et les Chinois à surmonter les hésitations qu'ils avaient à se dédollariser.

Je m'attendais à ce que la fin de l'économie impériale dollarisée soit provoquée par la rupture avec d'autres pays. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Les diplomates des Etats-Unis ont choisi de mettre eux-mêmes fin à la dollarisation internationale, tout en aidant la Russie à se doter de ses propres moyens de production pour une agriculture et une industrie autonomes. En fait, ce processus de fracture mondiale est en cours depuis quelques années déjà. Il a commencé avec les sanctions qui empêchaient les alliés des États-Unis au sein de l'Otan ainsi que d'autres satellites économiques de commercer avec la Russie. Pour la Russie, ces sanctions ont eu le même effet que des tarifs douaniers protecteurs.

La Russie était restée trop fascinée par l'idéologie du marché libre pour prendre des mesures visant à protéger sa propre agriculture ou son industrie. Les États-Unis lui ont apporté l'aide dont elle avait besoin en lui imposant, par le biais de sanctions, l'autosuffisance intérieure. Lorsque les États baltes ont perdu le marché russe du fromage et d'autres produits agricoles, la Russie a rapidement créé son propre secteur fromager et laitier - tout en devenant le premier exportateur mondial de céréales.

La Russie découvre (ou est sur le point de découvrir) qu'elle n'a pas besoin de dollars américains pour garantir le taux de change du rouble. Sa banque centrale peut créer les roubles nécessaires pour payer les salaires nationaux et soutenir la formation de capital. Finalement, les confiscations américaines pourraient donc amener la Russie à mettre un terme à la philosophie monétaire néolibérale, comme le préconise depuis longtemps [Sergei Glaziev](#), fervent partisan de la MMT [[Théorie Monétaire Moderne](#)].

La même dynamique qui sape les ostensibles objectifs des États-Unis s'est manifestée à travers les sanctions US contre les principaux milliardaires russes. La thérapie de choc néolibérale et les privatisations des années 1990 n'ont laissé aux kleptocrates russes qu'un seul moyen d'encaisser les actifs qu'ils avaient arrachés au domaine public : incorporer leurs recettes et vendre leurs actions à Londres et à New York. L'épargne nationale ayant été anéantie, les conseillers Etasuniens avaient persuadé la banque centrale russe de ne pas créer sa propre monnaie en roubles.

Le résultat, c'est que le patrimoine national russe en pétrole, gaz et minéraux n'a pas été utilisé pour financer une rationalisation de l'industrie et du logement en Russie. Au lieu d'être investis dans la création de nouveaux moyens de production russes, les revenus de la privatisation ont été dépensés par les nouveaux riches dans l'immobilier britannique de luxe, les yachts et d'autres actifs de la fuite mondiale de capitaux. Mais la prise en otage des avoirs russes en dollars, en livres sterling et en euro a fait de la City de Londres un lieu trop risqué pour y conserver des actifs. En imposant des sanctions aux Russes les plus riches et les plus proches de Poutine, les responsables américains espéraient les inciter à s'opposer à une rupture avec l'Occident et dans la foulée, à en faire de serviables agents d'influence de l'Otan. Sauf que pour les milliardaires russes, leur propre pays commence à apparaître comme une place plus sûre.

Depuis plusieurs décennies, la Réserve fédérale et le Trésor se sont battus pour empêcher l'or de retrouver son rôle dans les réserves internationales. Mais comment l'Inde et l'Arabie saoudite vont-elles considérer leurs avoirs en dollars alors que Biden et Blinken tentent de les forcer à suivre l'« ordre fondé sur des règles » des États-Unis plutôt que leur propre intérêt national ? Les récents diktats des États-Unis ne leur laissent guère d'autre choix que de commencer à protéger leur propre autonomie politique. Comment ? En convertissant leurs avoirs en dollars et en euros en or, un actif qui écarte tout risque politique d'être pris en otage par les exigences de plus en plus coûteuses et perturbatrices des États-Unis.

Après le blocage des réserves étrangères de la Russie et la chute du taux de change du rouble, la diplomatie américaine a soumis l'Europe de manière abjecte en demandant à ses gouvernements de pousser leurs entreprises

à se débarrasser de leurs actifs russes pour quelques centimes seulement par dollar. Pire, Blackstone, Goldman Sachs et d'autres investisseurs américains se sont empressés d'acheter ce dont Shell Oil et d'autres sociétés étrangères se débarrassaient.

Personne ne pensait que l'ordre mondial d'après-guerre (1945-2020) céderait aussi rapidement. Un ordre économique international véritablement nouveau est en train d'émerger, même si l'on ne sait pas encore exactement quelle forme il prendra. En confrontation avec la Russie, la stratégie des États-Unis et de l'Otan visant à « exciter l'ours » a désormais dépassé le seuil de la masse critique. Il ne s'agit plus seulement de l'Ukraine qui est le déclencheur, un catalyseur pour éloigner une grande partie du monde de l'orbite des États-Unis et de l'Otan.

La prochaine épreuve de force pourrait avoir lieu en Europe même. Des politiciens nationalistes pourraient chercher à s'affranchir de la mainmise excessive des États-Unis sur leurs alliés européens et autres, Washington tentant vainement de les maintenir dans la dépendance du commerce et des investissements basés aux États-Unis. Le prix de leur obéissance sans faille est lourd : une inflation des coûts pour leur industrie et un renoncement de leurs politiques électorales démocratiques pour pouvoir se subordonner aux proconsuls US de l'Otan.

Ces conséquences ne peuvent pas vraiment être considérées comme « involontaires ». Trop d'observateurs ont indiqué exactement ce qui allait se passer - à commencer par le président Poutine et le ministre des Affaires étrangères Lavrov. Ils avaient expliqué quelle serait leur réponse si l'Otan insistait pour les acculer dans un coin tout en attaquant les russophones d'Ukraine orientale et en déplaçant des armes lourdes vers la frontière occidentale de la Russie. Les conséquences étaient prévues. Les néoconservateurs qui contrôlent la politique étrangère des États-Unis s'en fichaient tout simplement. Reconnaître les préoccupations du président russe faisait de vous un *Putinverstehher* [quelqu'un qui comprend Poutine].

Les responsables européens ne se sont pas gênés pour faire part au monde entier de leurs inquiétudes quant au fait que Donald Trump était fou et qu'il allait chambouler la diplomatie internationale. Mais ils semblent avoir été pris de court par la résurgence, au sein de l'administration Biden, de la haine viscérale envers la Russie manifestée par le secrétaire d'État Blinken et Victoria Nuland-Kagan. Le mode d'expression et les manières de Trump étaient peut-être grossiers, mais le gang des néocons US a des obsessions de confrontation beaucoup plus menaçantes à l'échelle mondiale. Pour eux, il s'agissait de savoir quelle réalité sortirait victorieuse : la « réalité » qu'ils croyaient pouvoir fabriquer, ou la réalité économique hors du contrôle des États-Unis.

Ce que les pays étrangers n'ont pas fait par eux-mêmes - en remplaçant le FMI, la Banque mondiale et les autres instruments de la diplomatie US - les politiciens américains les obligent à le faire. Les pays d'Europe, du Proche-Orient et du Sud pourraient prendre leurs distances en fonction de leurs propres intérêts économiques à long terme. Mais c'est les États-Unis d'Amérique qui les pousse à le faire, comme elle l'a fait avec la Russie et la Chine. De plus en plus de politiciens cherchent à obtenir le soutien de leurs électeurs en leur demandant s'ils ne seraient pas mieux servis par de nouveaux accords monétaires destinés à remplacer le commerce en dollars, les investissements en dollars et même le service de la dette étrangère en dollars.

La compression des prix de l'énergie et des denrées alimentaires frappe particulièrement durement les pays du Sud. Elle coïncide avec leurs propres problèmes liés au Covid-19 et à l'imminence de l'échéance du service de la dette dollarisée. Quelque chose doit céder. Combien de temps ces pays vont-ils imposer l'austérité pour payer les détenteurs étrangers d'obligations ?

Comment les économies US et européenne s'en sortiront-elles avec les sanctions qu'elles ont imposées au gaz et au pétrole russes, au cobalt, à l'aluminium, au palladium et à d'autres matériaux de base ? Les diplomates US ont dressé une liste de matières premières dont leur économie a désespérément besoin et qui sont donc exemptées des sanctions commerciales. M. Poutine dispose ainsi d'une liste pratique de leviers de pression qu'il peut utiliser pour

remodeler la diplomatie mondiale et, ce faisant, aider les pays européens et les autres à se libérer du rideau de fer que les Etats-Unis ont imposé pour enfermer ses satellites dans la dépendance des fournitures étasuniennes à prix élevé.

Mais la rupture définitive avec l'aventurisme de l'OTAN doit venir des États-Unis mêmes. À l'approche des élections de mi-mandat de cette année, les politiciens trouveront un terrain fertile en montrant aux électeurs étasuniens que l'inflation des prix induite par l'essence et l'énergie est un sous-produit politique de l'administration Biden qui bloque les exportations de pétrole et de gaz russes. Le gaz est nécessaire non seulement pour le chauffage et la production d'énergie, mais aussi pour fabriquer des engrais, dont il y a déjà une pénurie mondiale. Cette situation est exacerbée par le blocage des exportations de céréales russes et ukrainiennes, ce qui fait monter en flèche les prix des denrées alimentaires aux États-Unis et en Europe.

On observe déjà un décalage interpellant entre la vision réaliste du secteur financier et celle promue par les médias dominants de l'Otan. Ce lundi 7 mars par exemple, les marchés boursiers européens ont plongé à l'ouverture, tandis que le pétrole Brent grimpait à 130 dollars le baril. Dans *Today*, le JT matinal de la BBC, le député conservateur Alan Duncan, négociant en pétrole, a tiré la sonnette d'alarme : la perspective d'un quasi-doublement des prix du gaz naturel menaçait de faillite les entreprises qui se sont engagées à fournir à l'Europe du gaz aux anciens tarifs. Mais revenant à ses infos militaires « *Deux minutes de haine* », la BBC n'a cessé d'applaudir les courageux combattants ukrainiens et les politiciens de l'Otan qui réclament davantage de soutien militaire. À New York, l'indice *Dow Jones* a plongé de 650 points, et l'or a grimpé à plus de 2 000 dollars l'once - reflétant l'opinion du secteur financier sur la façon dont le jeu des États-Unis est susceptible de se dérouler. Les prix du nickel ont augmenté encore plus : 40 %.

Tenter de forcer la Russie à répondre militairement et à ainsi faire mauvaise figure aux yeux du reste du monde s'avère être un coup monté. L'objectif était simplement de démontrer la nécessité pour l'Europe de contribuer davantage à l'Otan, d'acheter plus de matériel militaire US et de s'enfermer plus encore dans une dépendance commerciale et monétaire vis-à-vis des États-Unis. Mais l'instabilité qui en résulte a pour effet de faire passer les États-Unis pour une menace aussi grande [ou pire] que la Russie.

Michael Hudson* pour [Eurasia Review](#)

Originale : « [The American Empire Self-Destructs, But Nobody Thought That It Would Happen This Fast](#) »

* **Michael Hudson** a travaillé comme économiste à Wall Street. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire* » (une nouvelle ed., Pluto Press, 2003) et « *Trade, Development and Foreign Debt : How Trade and Development Concentrate Economic Power in the Hands of Dominant Nations* » (ISLET, 2009). Sa page Web : [Michel Hudson](#)

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 13 mars 2022

[1] Voir plus récemment Radhika Desai and Michael Hudson (2021), « Beyond Dollar Creditocracy : A Geopolitical Economy », Valdai Club Paper No. 116. Moscow : Valdai Club, 7 July, repr. in [Real World Economic Review](#) (97)